
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Réponses aux demandes de renseignements généraux

Programme 08 - Secrétariat à l'Internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Table des matières

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021.
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
4. Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.).
5. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.).
6. La liste des dépenses en formation de communication.
7. La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.
8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.
10. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 : la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement, le total des coûts, le sommaire de tout contrat, etc.
11. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.
12. Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

13. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : la photocopie, le mobilier de bureau, l'ameublement, la décoration et l'embellissement, le distributeur d'eau de source, etc.
14. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie.
15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
16. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021.
18. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021.
19. Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.
20. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.
21. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.
22. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021.
23. Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

24. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.
25. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
26. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant.
27. Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
28. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.
29. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.
30. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021.
31. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021.
32. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

33. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour, les coûts de modernisation ou de refonte, la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site, la fréquence moyenne de mise à jour, le responsable du contenu sur le site, etc.
34. Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée.
35. Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec.
36. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021.
37. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
38. La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
39. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.
40. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.
41. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

42. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
44. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
45. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
46. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
47. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée.
48. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions.
49. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
50. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
51. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

52. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
53. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
54. Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
56. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.
57. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
58. Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres).
60. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
62. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021.
63. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

64. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.
65. Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec.
66. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme.
67. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme.
68. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.
69. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.
70. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.
71. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.
72. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.
73. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
74. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

75. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».
76. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
77. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
78. "Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».
79. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».
80. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.
81. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.
82. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».
83. Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.
84. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.
85. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 86. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.
- 87. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.
- 88. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017- 2022.
- 89. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.
- 90. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.
- 91. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.
- 92. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.
- 93. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.
- 94. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.
- 95. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.
- 96. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.
- 97. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.
- 98. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.
- 99. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

100. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.
101. Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.
102. Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).
103. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.
104. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
105. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme.
106. Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.
107. Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.
108. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.).
109. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.
110. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.).
111. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

112. Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
113. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021.
114. Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021.
115. Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021.
116. Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.
117. Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.
118. Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).
119. Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.
120. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020- 2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.
121. Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique.
122. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021.
123. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021.
124. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 125. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
- 126. Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).
- 127. Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
- 128. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.
- 129. Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région.
- 130. Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020.
- 131. Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.
- 132. Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon le sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.

Le SIHV n'a pas effectué de voyage hors Québec en 2020-2021.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/deplacement/dep-hors-qc.asp>

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :

- a) les raisons du déplacement;**
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- c) les coûts ventilés;**
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;**
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.**

Aucun pour le SIHV.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/deplacement/dep-qc.asp>

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;**
- b) les noms des firmes de publicité retenues;**
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);**
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;**
- e) le but visé par chaque dépense;**
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;**
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.**

Aucune dépense en publicité, en articles promotionnels et en commandite pour le SIHV.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale. L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

4. Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022 ;**
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;**
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;**
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;**
- e) le but visé par chaque dépense ;**
- f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.**

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Aucune dépense de publicité sur Internet en 2020-2021 pour le SIHV.

Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

5. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;**
- b) le but visé par chaque dépense;**
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;**
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.**

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;**
- f) le but visé par chaque dépense;**
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;**
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.**

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;**
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;**
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);**
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;**
- m) le but visé par chaque dépense;**
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;**
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.**

Le SIHV n'a pas effectué de dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, etc.).

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;

b) le but recherché par chaque dépense;

c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;

e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;

f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;

h) le but visé par chaque dépense;

i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Le SIHV n'a pas réalisé de dépenses pour de la formation en communication en 2020-2021.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans l'information diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23)

www.acces.mce.gouv.qc.ca/dépenses/formation/frais-formation-colloque.asp.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

7. La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;**
- b) le but visé par chaque dépense;**
- c) la nature de la formation;**
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;**
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.**

Le SIHV n'a aucune dépense pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans l'information diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphes 22 et 23**) <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/formation.asp>.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;**
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);**
- d) la date d'octroi du contrat;**
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;**
- f) l'échéancier;**
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

SIHV
Aucun contrat de moins de 25 k\$ pour le SIHV.
Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/ .

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;**
- b) la grille d'évaluation des soumissions;**
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;**
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

Le SIHV n'a pas fait d'appel d'offres public en 2020-2021.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

10. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres
du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus
qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

11. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;**
- b) la nature du projet;**
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);**
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;**
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;**
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;**
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;**
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;**
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;**
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;**
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;**
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;**
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.**

Le SIHV n'a pas eu de projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques
initié pour l'exercice financier 2020-2021.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

12. Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet ;
 - b) la nature du projet ;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - ☐ la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Se référer à la réponse de la question 11.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

13. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

DÉPENSES	COÛTS (\$)
Photocopies	0
Mobilier de bureau	0
Ameublement	0
Décoration et embellissement	0
Distributeurs d'eau de source	0
Frais de transport, d'hébergement, de repas	0
Participation à des congrès, des colloques et à toutes les sessions de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	0
Participation à des congrès, des colloques et à toutes les sessions de type perfectionnement ou ressourcement à l'extérieur du Québec	0
TOTAL	0
Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.	

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

14. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous- ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
 - c) les coûts d’acquisition des appareils;
 - d) le coût d’utilisation des appareils;
 - e) le coût des contrats téléphoniques;
 - f) les noms des fournisseurs;
 - g) le nombre de minutes utilisées;
 - h) le coût des frais d’itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l’organisme;
 - i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l’organisme ;
 - j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
 - k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

c) Coût d'acquisition des appareils : 0 \$
d) Coût d'utilisation des appareils : 51 \$
e) Coût des contrats : voir réponse d), car indissociables
h) Coût des frais d'itinérance : 0 \$
i) Coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le Ministère ou l’organisme : 0 \$
j) Coûts de résiliation : 0 \$
L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du <i>Règlement sur la diffusion de l’information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4 paragraphe 25) : http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/telecom/contrat-telecom.asp

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;**
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;**
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;**
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;**
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;**
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);**
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; (pour les trois premières années)**
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;**
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;**
- q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;**
- r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;**
- s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;**
b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

PROGRAMME 08 - ÉLÉMENT 01 : SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ								
CORPS D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN	PERSONNEL FÉMININ	MOINS DE 35 ANS	35 ANS ET PLUS	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES
	2020-2021	2020-2021	2020-2021	2020-2021	2020-2021	2020-2021	2020-2021	2020-2021
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT*	1	-	-	1	-	-	-	-
CADRES	-	1	-	1	-	1	-	-
PROFESSIONNELS	4	4	1	7	-	-	-	2
FONCTIONNAIRES	-	1	-	1	-	-	-	-
TOTAL	5	6	1	10	-	1	-	2
% par rapport à l'effectif occupé (11)	45	55	9	91	-	9	-	18

* Le Secrétariat a été créé le 17 décembre 2020.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

PROGRAMME 8-1 : SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ															
	f) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL				c) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL				e) NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES						h) NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE
									HEURES PAYÉES		HEURES COMPENSÉES		TOTAL HEURES		
	EMP. SUP.	CADRES	PROF.	FONC.	EMP. SUP.	CADRES	PROF.	FONC.	PROF.	FONC.	PROF.	FONC.	PROF.	FONC.	
TOTAL	-	-	1	2	-	4	4	2	128	-	203	-	332	-	Renseignements confidentiels en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

* Le Secrétariat a été créé le 17 décembre 2020.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

PROGRAMME 8-1 - SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ 2020-2021										
NOMBRE DE PERSONNES	0-10 JOURS	10-50 JOURS	50-100 JOURS	100 JOURS +		VALEUR ESTIMÉE (\$)	0-10 JOURS	10-50 JOURS	50-100 JOURS	100 JOURS +
TOTAL *	7	4	-	1		TOTAL	6 190	30 890	-	95 047

* En ce qui a trait à l'information recherchée concernant les réserves de vacances, par catégorie d'emploi, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

i) ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIES D'EMPLOI	
	Prog. 08-01*
Administrateurs d'État*	1
Cadres	1
Professionnels	8
Fonctionnaires	1
SOUS-TOTAL	11
TOTAL	
j) ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF RÉGULIER PAR RÉGIONS ADMINISTRATIVES	
	Prog. 08-01*
Capitale-Nationale	8
Montréal	3
Autres	-
SOUS-TOTAL	11
TOTAL	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL OU SUPÉRIEUR	
	Prog. 08-01
Complexité	2
SOUS-TOTAL	2
Horaire majoré	-
SOUS-TOTAL	
TOTAL	2

* Le Secrétariat a été créé le 17 décembre 2020.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

NOMBRE DE POSTES VACANTS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI	2020-2021
	Prog. 08-01*
Administrateurs d'État	-
Cadres	-
Professionnels	5
Fonctionnaires	1
SOUS-TOTAL	6
TOTAL*	
*Postes réguliers	

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

16. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de :

a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de :

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction :

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées.

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de :

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Le SIHV n'a effectué aucun remplacement en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

c) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

d) Le SIHV n'a engagé aucun retraité de la fonction publique ou parapublique pour un ou des contrats.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;**
- b) la superficie totale pour chaque local loué;**
- c) la superficie totale réellement occupée;**
- d) la superficie inoccupée;**
- e) le coût de location au mètre carré;**
- f) le coût total de ladite location;**
- g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
- h) la durée du bail;**
- i) propriétaire de l'espace loué;**
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;**
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.**
- l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.**

EMPLACEMENT	SUPERFICIE (m ²)	COÛT 2020-2021 (k\$)	DATE DE FIN	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
875, Grande Allée Est, Québec	300	77,4	N/A	Société québécoise des infrastructures

NOTE : la réponse à la sous-question g) est incluse à la question générale 20.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27)
<https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/baux/baux.asp>

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

18. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) La valeur estimée de ceux-ci;**
- c) Les coûts d'entretien annuel;**
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci;**

Le SIHV n'a aucun actif immobilier excédentaire pour 2020-2021.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

19. Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied carré en propriété.

Se référer à la réponse de la question 18.

La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

SECRETARIAT A L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPECIAUX DE CONNECTIVITE
ETUDE DES CREDITS 2021-2022
REPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

20. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Le SIHV n'a aucun coût pour le déménagement, l'aménagement, la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces loués pour 2020-2021.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

21. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Se référer à la réponse de la question 20.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 22. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :**
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;**
 - b) le titre de la fonction;**
 - c) l'adresse du port d'attache;**
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;**
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;**
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;**
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;**
 - h) la description de tâches;**
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021;**
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;**
 - k) la masse salariale totale par cabinet;**
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;**
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.**

CABINET DU PREMIER MINISTRE
La réponse à cette question fera partie de l'étude des crédits du programme 2 du ministère du Conseil exécutif.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

23. Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;**
- b) la circonscription électorale;**
- c) le montant attribué;**
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).

<https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/budget-ministre/budget-ministre.asp>

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

24. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;**
- e) la date de l'assignation hors structure;**
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;**
- g) les prévisions pour 2020-2021.**

Le SIHV n'a aucun poste hors structure pour 2020-2021.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

25. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
- d) la date de la mise en disponibilité;**
- e) les prévisions pour 2021-2022.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

26. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);

b) par catégorie d'âge;

c) prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

27. Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

Le SIHV n'a aboli aucun poste en 2020-2021.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

28. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l’effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l’évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

Référez-vous à la réponse de la question 15j.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

29. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale;**
- e) l'assignation actuelle;**
- f) la date de l'assignation hors structure;**
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

SITUATION AU 28 FEVRIER 2021
Il n'y a pas de personnel du SIHV affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

SECRETARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
 ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
 RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

30. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :
 a) le coût de chacun;
 b) le fournisseur;
 c) la nature du service.
 Ventiler le montant total par catégories.

Aucun. L'information fournie inclut les cabinets ministériels.
--

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

32. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le SIHV n'a déboursé aucune somme en 2020-2021.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

33. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;**
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;**
- c) les coûts de construction du site;**
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;**
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);**
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);**
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;**
- h) le responsable du contenu sur le site;**
- i) les noms de domaines réservés;**
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.**

Aucun site WEB spécifique pour le SIHV.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

34. Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;**
- b) le nom de la personne;**
- c) les mandats de chacune de ces personnes;**
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;**
- e) le résultat du travail effectué;**
- f) les échéances prévues;**
- g) les sommes impliquées.**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

35. Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;**
- b) les personnes rencontrées;**
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;**
- d) les raisons du déplacement;**
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- f) les coûts ventilés;**
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.**

Le SIHV n'a réalisé aucune dépense liée à des déplacements pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec en 2020-2021.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 36. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :**
- a) le détail des mandats;**
 - b) le coût (déplacements, etc.);**
 - c) le nombre de ressources affectées;**
 - d) le nombre de rencontres;**
 - e) le nombre d’ETC affectées à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**
 - f) l'objet;**
 - g) les dates.**

Un (1) adjoint parlementaire : aucun coût depuis le 17 décembre 2020.
--

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

37. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

38. La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

39. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

40. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 du Ministère.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

41. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

42. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme reçue en 2020-2021 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

SECRETARIAT A L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPECIAUX DE CONNECTIVITE
ETUDE DES CREDITS 2021-2022
REPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Le SIHV n'a versé aucune prime ni boni pour l'année 2020-2021.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

44. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2020-2021, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

45. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Le SIHV n'a versé aucune prime de départ pour l'année 2020-2021.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

46. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 47. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :**
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l’organisme.**

Il n’y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SECRETARIAT A L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPECIAUX DE CONNECTIVITE
ETUDE DES CREDITS 2021-2022
REPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

48. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :
a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
b) fournir la liste des salaires versés.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

49. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l’année financière 2021-2022 et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

50. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

51. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

52. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

53. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

54. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2021
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

56. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

57. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

58. Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères
en divulguant l'information accessible au sujet des contrats
de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière,
en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Dépense totale : Aucune dépense pour le SIHV.

Grands dossiers en cours : l'information est disponible au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

Nombre en équivalent ETC : la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques : la réponse à cette sous-question est incluse à la question 11.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

60. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

62. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

63. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisations à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnels en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisations;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Le SIHV n'a versé aucune somme en vertu de la directive visée (6-79).

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

64. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

65. Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

a) La date ;

b) La nature ;

c) Les participants ;

d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

66. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;**
- b) La nature ;**
- c) Les questions posées ;**
- d) Les réponses ;**
- e) La firme retenue ;**
- f) Les coûts.**

Le SIHV n'a pas réalisé ou commandé de sondage ou enquête d'opinion en 2020-2021.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

67. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;**
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.**

Le SIHV n'a réalisé aucune dépense publicitaire.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

68. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

69. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

70. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

71. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

La liste des contrats octroyés par le ministère visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

72. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

73. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

74. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

75. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux »..

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

76. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

77. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

78. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

79. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

80. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

81. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

82. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

83. Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et le vitalité des territoires.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

84. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

SECRETARIAT A L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPECIAUX DE CONNECTIVITE
ETUDE DES CREDITS 2021-2022
REPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

85. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

86. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

87. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

88. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017- 2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

89. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

90. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

91. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

92. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

93. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

94. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

95. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

96. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

97. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

98. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

99. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

100. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

101. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

102. Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

103. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

104. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

105. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;**
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;**
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

106. Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

107. Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

108. Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de l’acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d’internet, etc.)

Se référer à la réponse de la question 8.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

109. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

Se référer à la réponse de la question 8.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

110. Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 pour l’acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) Liste des contrats;
- b) Nom du fournisseur;
- c) Montant déboursé.

Se référer à la réponse de la question 8.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

111. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Le SIHV n'a remboursé aucune somme aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

112. Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

113. Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

a) Les sommes dépensées;

b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)

c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

a) Le SIHV n'a dépensé aucune somme.

c) Aucune.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

114. Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

- a) Total des dépenses réalisées;**
- b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);**
- c) Liste des fournisseurs retenus;**
- d) Coûts d'installation;**
- e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;**
- f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;**

La réponse à cette question fera partie de l'étude des crédits du programme 2 du ministère du Conseil exécutif.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

115. Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;**
- b) Le nom des fournisseurs retenus;**
- c) La liste des contrats.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

116. Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

117. Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Aucun coût.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

118. Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

119. Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

120. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Le SIHV n'a octroyé aucun contrat visé à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Cette information est toutefois disponible sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

121. Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;**
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
- c) le coût;**
- d) l'état de prestation des services;**
- e) l'échéancier.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

122. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;**
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;**
- c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
- c) le coût;**
- d) l'échéancier;**
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Se référer à la réponse de la question 8.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

123. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);**
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes.

SECRÉTARIAT SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

124. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Aucun comité formé par le SIHV.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

125. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

126. Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d’actes répréhensibles reçues, le nombre d’enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées , y compris celles ayant mené à des mesures correctives . Préciser, pour chaque divulgation , la catégorie d ’actes répréhensibles visée à l’article 4 de la Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles à l’égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

127. Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d’emploi présente au sein du ministère.

Se référer à la réponse de la question 15m.	
---	--

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

128. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;**
- b) Heures de stages effectués;**
- c) Rémunération totale déboursée.**

Aucun stagiaire reçu par le SIHV.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

129. Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;**
- b) le type de véhicules;**
- c) le nombre de véhicules hybrides;**
- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;**
- e) le nombre de véhicules électriques.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

130. Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :

- a) les sommes dépensées pour chaque action;**
- b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en oeuvre de chaque action.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

131. Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

132. Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

*Demande de renseignements particuliers
de l'opposition officielle*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Table des matières

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. Concernant le programme Québec haut débit, le nombre de municipalités qui ont obtenu du financement pour la connexion à internet haute vitesse, fournir l'investissement reçu par projet, ainsi que les échéanciers pour chacun des projets. Fournir également le solde du programme en date du 1er mars 2021 le nombre de personnes nouvellement branchées par les projets.
12. Concernant le Programme « Régions Branchées » de la stratégie numérique du Québec, fournir: la date de tous les appels de projets ; la liste des projets qui ont été retenus lors d'appels de projets ; état de situation des projets retenus ; le nombre de personnes nouvellement branchées par le projet; échéancier détaillé des projets retenus ; évaluation de l'ensemble des coûts des projets retenus ; les projets rejetés et les raisons du rejet pour chacun d'eux.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 11. Concernant le programme Québec haut débit,**
a) le nombre de municipalités qui ont obtenu du financement pour la connexion à Internet haute vitesse,
b) fournir l'investissement reçu par projet, ainsi que les échéanciers pour chacun des projets
c) Fournir également le solde du programme en date du 1er mars 2021
d) et le nombre de personnes nouvellement branchées par les projets.

a) le nombre de municipalités qui ont obtenu du financement pour la connexion à Internet haute vitesse Le programme Québec haut débit (QHD) a été annoncé dans le budget 2019-2020. Doté d’une enveloppe de 400 M\$, il vise à desservir les foyers québécois qui n’ont pas accès à Internet haute vitesse (IHV) respectant la norme minimale du CRTC laquelle est fixée à 50/10 Mbps. Les projets sélectionnés pour recevoir une aide financière à la suite de l’appel de projets Régions branchées, un des volets de QHD, ont été annoncés le 21 mai 2020. Les bénéficiaires d’aide financière du gouvernement du Québec sont des fournisseurs de services Internet (FSI), des organismes sans but lucratif ou des MRC. Les projets de la MRC d’Argenteuil, dans la région des Laurentides, et ceux des MRC d’Autray et de Montcalm, dans la région de Lanaudière, recevront une aide financière pour la réalisation de leurs projets de réseaux de télécommunications. b) fournir l'investissement reçu par projet, ainsi que les échéanciers pour chacun des projets Les discussions avec les demandeurs suivant l’annonce du 21 mai 2020 a permis la signature de conventions d’aide financière pour soutenir 60 projets, représentant un montant d’aide financière de 117, 8 M \$. Les projets sont en cours de réalisation et devront être complétés au plus tard d’ici la fin septembre 2022. Voir annexe. c) Fournir également le solde du programme en date du 1er mars 2021 À cette date, aucune somme n’a été engagée dans les 2 autres volets, soit les appels de propositions du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et du Fonds pour la large bande universelle (FLBU) d’Innovation, Science et Développement économique (ISDE) Canada. d) et le nombre de personnes nouvellement branchées par les projets Les promoteurs des projets soutenus financièrement par le volet Régions branchées du programme Québec haut débit estiment qu’environ 38 620 foyers auront accès à des services IHV lorsque les travaux seront complétés.

Québec haut débit : Projets du volet Régions branchées par bénéficiaire

Bénéficiaire	Contribution du gouvernement du Québec (M\$)
COOPTEL - B	0,43
TARGO	2,60
MASKATEL	1,02
CONNEXION FIBRE PICANOC	1,10
VIDEOTRON A	10,69
VIDEOTRON B	6,80
BELL CANADA	53,08
SOGETEL	13,09
MRC d'ARGENTEUIL	3,48
MRC d'AUTAY	8,89
COOP CSUR	1,08
DIGICOM	3,04
MRC MONTCALM	2,53
BELL MOBILITÉ	5,84
SOGETEL MOBILITÉ	1,66
AMBRA SOLUTIONS	2,48
TOTAL	117,80

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Concernant le Programme « Régions Branchées » de la stratégie numérique du Québec :

- a) la date de tous les appels de projets ;**
- b) la liste des projets qui ont été retenus lors d'appels de projets ;**
- c) état de situation des projets retenus ;**
- d) le nombre de personnes nouvellement branchées par le projet;**
- e) échéancier détaillé des projets retenus ;**
- f) évaluation de l'ensemble des coûts des projets retenus ;**
- g) les projets rejetés et les raisons du rejet pour chacun d'eux.**

Réponse à la question a)

Le programme Québec haut débit a été annoncé dans le budget 2019-2020.

Volet 1 – Régions branchées

- L'appel de projets s'est déroulé du 18 octobre au 6 décembre 2019.

Volet 2 – Fonds pour la large bande du CRTC

- Le premier appel du CRTC s'est déroulé du 3 juin au 3 octobre 2019.
- Le deuxième appel s'est déroulé 13 novembre 2019 au 1er juin 2020.

Volet 3 – Appel de projets conjoint avec le gouvernement fédéral

- L'appel de projets du Fonds pour la large bande universelle (FLBU) a été lancé le 9 novembre 2020.
- La date limite pour le dépôt des demandes était le 15 janvier 2021 pour le volet à réponse rapide et le 15 mars 2021 pour le volet régulier.

Réponse à la question b) et f) : Voir annexe.

Réponse à la question c)

Parmi les projets annoncés le 21 mai 2020, la plupart sont en cours de déploiement. Les bénéficiaires pouvaient débiter les travaux et engager des dépenses dès l'annonce, nonobstant la date de signature des conventions.

Réponse à la question d)

Les promoteurs bénéficiaires d'une aide financière estiment qu'environ 38 620 foyers auront accès à des services Internet haute vitesse lorsque les travaux seront complétés.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Concernant le Programme « Régions Branchées » de la stratégie numérique du Québec :

- a) la date de tous les appels de projets ;**
- b) la liste des projets qui ont été retenus lors d'appels de projets ;**
- c) état de situation des projets retenus ;**
- d) le nombre de personnes nouvellement branchées par le projet;**
- e) échéancier détaillé des projets retenus ;**
- f) évaluation de l'ensemble des coûts des projets retenus ;**
- g) les projets rejetés et les raisons du rejet pour chacun d'eux.**

Réponse à la question e)

Chaque projet a son échéancier. Selon les modalités des conventions signées, les travaux doivent être complétés d'ici le 30 septembre 2022.

Réponse à la question g)

Toutes les demandes d'aide financières ont été évaluées selon une grille d'évaluation exhaustive tenant compte de critères financiers, socioéconomiques et techniques. Un certain nombre de demandes étaient inadmissibles, car elles étaient incomplètes ou elles ne respectaient pas les critères du programme, alors que d'autres propositions présentaient un coût par foyer trop élevé.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
Étude des crédits 2021-2022

QUESTION 12

Concernant le Programme « Régions Branchées » de la stratégie numérique du Québec :

Réponse à la question b) et f)

Québec haut débit : Projets du volet Régions branchées par bénéficiaire

Bénéficiaire	Contribution du gouvernement du Québec (M\$)
COOPTEL - B	0,43
TARGO	2,60
MASKATEL	1,02
CONNEXION FIBRE PICANOC	1,10
VIDEOTRON A	10,69
VIDEOTRON B	6,80
BELL CANADA	53,08
SOGETEL	13,09
MRC d'ARGENTEUIL	3,48
MRC d'AUTAY	8,89
COOP CSUR	1,08
DIGICOM	3,04
MRC MONTCALM	2,53
BELL MOBILITÉ	5,84
SOGETEL MOBILITÉ	1,66
AMBRA SOLUTIONS	2,48
TOTAL	117,80

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

*Demande de renseignements particuliers
du deuxième groupe d'opposition*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Table des matières

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

1. Veuillez détailler les actions du gouvernement afin de fournir internet à haute vitesse dans toutes les régions du Québec, veuillez : fournir le pourcentage du territoire québécois actuellement desservi par internet haute vitesse et l'échéancier afin que 100% du territoire soit couvert par internet haute vitesse, ventiler par région la proportion du territoire respectivement sans couverture internet, internet haute vitesse ou cellulaire, indiquer les raisons des retards de l'avancement de ces couvertures, fournir par municipalité sans couverture internet ou cellulaire une estimation de l'instauration de ces services et fournir les sommes dépensées ou qui seront dépensées à partir des fonds publics pour ces mesures.

17. Veuillez détailler les actions du gouvernement afin de fournir internet à haute vitesse dans toutes les régions du Québec veuillez : fournir le pourcentage du territoire québécois actuellement desservi par internet haute vitesse et l'échéancier afin que 100% du territoire soit couvert par internet haute vitesse, fournir le nombre de ménages branchés à Internet haute vitesse en 2020-2021 et 2021-2022, ventiler par région la proportion du territoire respectivement sans couverture internet, internet haute vitesse ou cellulaire, fournir par municipalité sans couverture internet ou cellulaire une estimation de l'instauration de ces services et fournir également les sommes dépensées ou qui seront dépensées à partir des fonds publics pour ces mesures.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

1. Veuillez détailler les actions du gouvernement afin de fournir internet à haute vitesse dans toutes les régions du Québec.
 - a. Veuillez fournir le pourcentage du territoire québécois actuellement desservi par internet haute vitesse et l'échéancier afin que 100% du territoire soit couvert par internet haute vitesse.
 - b. Veuillez ventiler par région la proportion du territoire respectivement sans couverture internet, internet haute vitesse ou cellulaire.
 - c. Veuillez indiquer les raisons des retards de l'avancement de ces couvertures.
 - d. Veuillez fournir par municipalité sans couverture internet ou cellulaire une estimation de l'instauration de ces services.
 - e. Veuillez fournir les sommes dépensées ou qui seront dépensées à partir des fonds publics pour ces mesures.

a) Veuillez fournir le pourcentage du territoire québécois actuellement desservi par Internet haute vitesse et l'échéancier afin que 100% du territoire soit couvert par Internet haute vitesse

La donnée qui mesure la disponibilité d'un accès Internet haute vitesse (IHV) n'est pas la couverture géographique du territoire, mais la desserte des foyers.

Selon la dernière mise à jour des données publiée par Innovation, Science et Développement économique (ISDE) Canada, environ 250 000 foyers, soit 6 % des ménages québécois, n'avaient pas encore accès à Internet 50/10 Mbps à la fin de février 2021.

Le gouvernement s'est engagé à ce que tous les foyers québécois aient accès à des services Internet avec une connexion d'au moins 50/10 Mbps d'ici la fin septembre 2022 et que toutes les initiatives soutenues financièrement par le gouvernement rencontrent cet objectif.

b) Veuillez ventiler par région la proportion du territoire respectivement sans couverture Internet, Internet haute vitesse ou cellulaire

La donnée qui mesure la disponibilité d'un accès IHV n'est pas la couverture géographique du territoire, mais la desserte des foyers.

Selon la dernière mise à jour des données publiée par ISDE Canada, environ 250 000 foyers, soit 6 % des ménages québécois, n'avaient pas encore accès à Internet 50/10 Mbps à la fin de février 2021.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

- 1. Veuillez détailler les actions du gouvernement afin de fournir internet à haute vitesse dans toutes les régions du Québec.**
 - a. Veuillez fournir le pourcentage du territoire québécois actuellement desservi par internet haute vitesse et l'échéancier afin que 100% du territoire soit couvert par internet haute vitesse.**
 - b. Veuillez ventiler par région la proportion du territoire respectivement sans couverture internet, internet haute vitesse ou cellulaire.**
 - c. Veuillez indiquer les raisons des retards de l'avancement de ces couvertures.**
 - d. Veuillez fournir par municipalité sans couverture internet ou cellulaire une estimation de l'instauration de ces services.**
 - e. Veuillez fournir les sommes dépensées ou qui seront dépensées à partir des fonds publics pour ces mesures.**

c) Veuillez indiquer les raisons des retards de l'avancement de ces couvertures

Au Québec comme ailleurs, les fournisseurs de services Internet (FSI) déploient en priorité leurs réseaux en milieu urbain, là où la densité de population offre un bon potentiel d'abonnement à leurs services. En régions éloignées, compte tenu des dépenses en capital nécessaires au déploiement des infrastructures et du peu d'abonnés espérés, les FSI sont plus dépendants de subventions gouvernementales pour aller de l'avant.

Quant aux autres raisons de retards, plusieurs facteurs affectent le déploiement des projets, dont l'accès aux structures de soutènement (poteaux, ancrs et attaches), l'approvisionnement en équipement plus lent en raison de la crise sanitaire, la disponibilité de la main-d'œuvre et la hausse du coût des équipements.

Concernant plus précisément les délais relatifs aux demandes de permis, la Table de coordination sur l'accès aux infrastructures de soutènement, mise sur pied par le gouvernement du Québec le 21 mai 2020, a permis d'accélérer l'avancement des projets de déploiement de services IHV. La Table accompagne les bénéficiaires de subventions et les propriétaires de poteaux dans le déploiement des nouveaux projets. Les travaux ont permis d'accélérer la cadence des demandes de permis et de leurs approbations, en plus d'identifier les obstacles pouvant nuire au déploiement des projets et d'intervenir au besoin cours.

d) Veuillez fournir par municipalité sans couverture Internet ou cellulaire une estimation de l'instauration de ces services

La donnée qui mesure la disponibilité d'un accès IHV n'est pas la couverture géographique du territoire, mais la desserte des foyers.

Divers outils Web sont à la disposition du public pour connaître la couverture ainsi que les emplacements d'infrastructures pour télécommunications mobiles. Certaines cartes en accès libre identifient la couverture cellulaire LTE :
https://crtc.gc.ca/cartovista/UnservicedByLTE_fr/
<http://www.ic.gc.ca/app/sitt/bbmap/hm.html?lang=fra>

Le gouvernement s'est engagé à ce que tous les foyers québécois aient accès à des services Internet avec une connexion d'au moins 50/10 Mbps d'ici la fin septembre 2022 et que toutes les initiatives soutenues financièrement par le gouvernement rencontrent cet objectif.

Deux programmes ont été lancés, Québec branché et Québec haut débit, ainsi que d'autres initiatives afin de réaliser l'engagement du gouvernement en fonction des normes actuelles de 50/10 Mbps établies par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

- 1. Veuillez détailler les actions du gouvernement afin de fournir internet à haute vitesse dans toutes les régions du Québec.**
 - a. Veuillez fournir le pourcentage du territoire québécois actuellement desservi par internet haute vitesse et l'échéancier afin que 100% du territoire soit couvert par internet haute vitesse.**
 - b. Veuillez ventiler par région la proportion du territoire respectivement sans couverture internet, internet haute vitesse ou cellulaire.**
 - c. Veuillez indiquer les raisons des retards de l'avancement de ces couvertures.**
 - d. Veuillez fournir par municipalité sans couverture internet ou cellulaire une estimation de l'instauration de ces services.**
 - e. Veuillez fournir les sommes dépensées ou qui seront dépensées à partir des fonds publics pour ces mesures.**

e) Veuillez fournir les sommes dépensées ou qui seront dépensées à partir des fonds publics pour ces mesures

Québec branché

Le programme Québec branché a été lancé en décembre 2016 en complémentarité avec le programme fédéral Brancher pour innover. On estime qu'environ 90 532 foyers bénéficieront de services Internet respectant la norme 50/10 Mbps grâce à la réalisation des projets retenus.

Les aides financières pour les 81 projets retenus représentent des investissements de 266 M\$, dont 107 M\$ proviennent du gouvernement du Québec.

En ajoutant les six projets qui ont été financés hors programme (autorisés par décret en 2017 et 2018), les investissements totaux s'élèvent à 497,9 M\$, dont 211,5 M\$ proviennent du gouvernement du Québec. Au 31 mars 2021, sur 87 projets bénéficiant d'une aide financière :

- 49 étaient complétés;
- 6 projets de plus devraient être complétés au 30 septembre 2021.

Régions branchées

Dans le cadre de Régions branchées, un des volets de Québec haut débit, le Québec a annoncé 60 projets totalisant 117,8 M\$ en aide financière, dont 15,1 M\$ ont été versés en 2020-2021.

Le programme Québec haut débit a été annoncé dans le budget 2019-2020. Il est doté d'une enveloppe de 400 M\$.

Le volet 1 du programme Québec haut débit permet de cofinancer des projets sélectionnés par l'entremise du Fonds pour la large bande universelle (FLBU) d'ISDE Canada.

Le volet 2 du programme Québec haut débit permet de cofinancer les projets sélectionnés par le CRTC. Le Fonds du CRTC est doté d'une enveloppe de 750 M\$ sur cinq ans. Le financement du gouvernement du Québec pourrait atteindre jusqu'à 50 % des dépenses admissibles pour les projets sélectionnés par le CRTC.

Volet éclair

En décembre 2020, le gouvernement a mis sur pied le Secrétariat à l'Internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité dont le mandat prioritaire est de signer les conventions requises en vue de l'objectif d'assurer un accès IHV à l'ensemble des foyers au Québec. Au 28 février 2021, des ententes préliminaires ont été conclues avec six grands fournisseurs afin de desservir environ 116 000 foyers additionnels. D'autres ententes sont à venir.

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

17. Veuillez détailler les actions du gouvernement afin de fournir internet à haute vitesse dans toutes les régions du Québec.

- a. Veuillez fournir le pourcentage du territoire québécois actuellement desservi par internet haute vitesse et l'échéancier afin que 100% du territoire soit couvert par internet haute vitesse.**
- b. Veuillez fournir le nombre de ménages branchés à Internet haute vitesse en 2020-2021 et 2021-2022.**
- c. Veuillez ventiler par région la proportion du territoire respectivement sans couverture internet, internet haute vitesse ou cellulaire.**
- d. Veuillez fournir par municipalité sans couverture internet ou cellulaire une estimation de l'instauration de ces services.**
- e. Veuillez fournir également les sommes dépensées ou qui seront dépensées à partir des fonds publics pour ces mesures.**

Référer à la question 01 des renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

*Demande de renseignements particuliers
du troisième groupe d'opposition*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Table des matières

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

20. Concernant le programme « Québec Haut débit », fournir la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu pour l'année financière 2020-2021. Inclure les sommes allouées (totales et ventilées) par région.

43. Concernant le programme « Québec branché » de la Stratégie numérique du Québec, identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région en 2020-2021. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2021-2022 pour le programme « Québec branché ».

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. Concernant le programme Québec haut débit, le nombre de municipalités qui ont obtenu du financement pour la connexion à internet haute vitesse, fournir l'investissement reçu par projet, ainsi que les échéanciers pour chacun des projets. Fournir également le solde du programme en date du 1er mars 2021 le nombre de personnes nouvellement branchées par les projets.

Régions branchées est le premier appel de projets du programme Québec haut débit. Les projets sélectionnés ont été annoncés le 21 mai 2020 et couvrent presque toutes les régions.

Les programmes d'aide financière au déploiement de services Internet visent à contribuer à la création et à la rétention d'emplois de qualité en région et non pas la création d'emplois chez les bénéficiaires, plusieurs ayant recours à la sous-traitance.

Les conventions représentent 60 projets couvrant environ 38 620 foyers pour une aide financière totalisant 117,8 M\$.

Québec haut débit : Projets du volet Régions branchées par bénéficiaire

Québec haut débit : Projets du volet Régions branchées par bénéficiaire

Bénéficiaire	Contribution du gouvernement du Québec (M\$)
COOPTEL - B	0,43
TARGO	2,60
MASKATEL	1,02
CONNEXION FIBRE PICANOC	1,10
VIDEOTRON A	10,69
VIDEOTRON B	6,80
BELL CANADA	53,08
SOGETEL	13,09
MRC d'ARGENTEUIL	3,48
MRC d'AUTAY	8,89
COOP CSUR	1,08
DIGICOM	3,04
MRC MONTCALM	2,53
BELL MOBILITÉ	5,84
SOGETEL MOBILITÉ	1,66
AMBRA SOLUTIONS	2,48
TOTAL	117,80

Québec haut débit : Projets du volet Régions branchées par région

Région administrative	Nombre de projets	Contribution du gouvernement du Québec (M\$)
01-Bas-Saint-Laurent	5	8,1
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	4,5
03-Capitale Nationale	3	1,9
04-Mauricie	3	7,3
05-Estrie	3	3,3
07-Outaouais	6	11,8
12-Chaudières-Appalaches	3	2,7
14-Lanaudière	9	44,1
15-Laurentides	6	6,8
16-Montérégie	16	15,8
17-Centre-du-Québec	4	11,4
Total	60	117,8

SECRÉTARIAT À L'INTERNET HAUTE VITESSE ET AUX PROJETS SPÉCIAUX DE CONNECTIVITÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

43. Concernant le programme « Québec branché » de la Stratégie numérique du Québec, identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région en 2020-2021. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l’octroi de cette aide, le nombre d’emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l’état d’avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2021-2022 pour le programme « Québec branché ».

Le programme précédent Québec branché, lancé en décembre 2016, est en cours de réalisation. On estime qu’environ 90 532 foyers auront accès à Internet haute vitesse (IHV) grâce à la réalisation des projets retenus.

Les aides financières pour les 81 projets retenus représentent des investissements de 266 M\$, dont 107 M\$ proviennent du gouvernement du Québec.

Des sommes totalisant 17,7 M\$ ont été versées en 2020-2021. Puisque plusieurs projets couvrent plus d’une région, la répartition régionale n’est pas disponible.

En ajoutant les six projets qui ont été financés hors programme (autorisés par décret en 2017 et 2018), les investissements totaux s’élèvent à 497,9 M\$, dont 211,5 M\$ proviennent du gouvernement du Québec. Au 31 mars 2021, sur 87 projets bénéficiant d’une aide financière du gouvernement du Québec :

- 49 étaient complétés;
- 6 projets de plus devraient être complétés au 30 septembre 2021.

Liste des bénéficiaires et des aides financières octroyées par le gouvernement du Québec

Bénéficiaire	Contribution du gouvernement du Québec (M\$)
COOPTEL 66	0,6
CCAP Stoneham 72	0,1
MRC BÉCANCOUR 76	3,4
MRC AUTRAY 83	2,3
MASKICOM 96	5,2
APTR 107	2,0
BELL 112	7,0
CABLEVISION 121	0,4
BELL 122	0,6
TELEBEC 165-175	1,1
TÉLÉBEC 192	0,1
TRANSVISION 223	0,3
CABLEAXION 400	0,1
TELUS 444	20,7
DERYTelecom 504	0,3
SOGETEL 524	3,4
COGECO 553	0,2
COGECO 589 - (sans fin. BPI)	1,0
COGECO 359-594	0,7
MRC COATICOOK TACTIC 613	5,6
COGECO 543-628	0,1
MRC D'ARGENTEUIL 653	4,7

Bénéficiaire	Contribution du gouvernement du Québec (M\$)
DIHR 655	12,4
TÉLÉCABLE LA CONCEPTION 658	0,6
TÉLÉBEC 686	0,1
TARGO 750	2,4
DUCLOS&MICHAUD 783	1,1
MRC PAPINEAU 840	3,2
COOPSJM 849	0,0
SOGETEL 865	0,1
SOLUTIONS AMBRA 383-869	13,0
MUN FERNAND -BOILEAU 881	0,4
RÉSEAU COMM EEYOU 960	7,8
307NET - 1028	2,1
TOTAL	103,1*

** 3 projets sont à finaliser en vue de leur signature, dont le montant total de l'aide financière du Québec est évalué à 3,9 M\$, ce qui totalise 107 M\$ pour les projets Québec branché.*

Projets signés dans le cadre du programme Québec branché par région

Région administrative	Nombre de projets	Contribution du gouvernement du Québec (M\$)
1-Bas-Saint-Laurent	8	1,0
2-Saguenay-Lac-Saint-Jean	7	1,6
3-Capitale-Nationale	8	1,4
4-Mauricie	9	26,3
5-Estrie	6	7,3
7-Outaouais	10	9,5
8-Abitibi-Témiscamingue	6	0,4
9-Côte-Nord	3	0,5
11-Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	2	21,8
12- Chaudière-Appalaches	2	0,2
14-Lanaudière	1	2,3
15-Laurentides	7	7,7
16-Montérégie	4	15,0
17-Centre-du-Québec	4	7,0
18-Multirégions	1	1,0
Total	78	103,1